**DELIBERATION PORTANT désignation du référent déontologue des élus LOCAUX et** **adhésion à la mission d’assistance et de conseil PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE tarn-et-garonne**

Le ............…… *(date)*, à ...........………...... *(heure)*, en ........……….........................................*(lieu)* se sont réunis les membres du Conseil Municipal *(ou autre assemblée)*, sous la présidence de .........................................................................,

Etaient présents : ........……………………………………………………………….………………

Etaientabsent*(s)* excusé*(s)* : .………………………………………………………………………

Le secrétariat a été assuré par : .................…………………………..............................................

**Le Conseil Municipal *(ou autre assemblée)*,**

**VU** le code général de la fonction publique, notamment ses article L. 452-30 et L. 452-40 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1-1 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D. ;

**VU** la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses dispositions de simplification de l’action publique locale ;

**VU** le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l’élu local ;

**VU** l’arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l’élu local ;

**Vu** la délibération n° 2023-25 du 7 juillet 2023 du Conseil d’Administration du CDG82 ;

**VU** le projet de convention d’adhésion à la mission d’assistance et de conseil mise en place par le Centre de Gestion de Tarn-et-Garonne ;

**VU** le référent déontologue des élus locaux et son suppléant proposés par le Centre de Gestion de Tarn-et-Garonne ;

**CONSIDERANT** que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l’article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d’une charte de l’élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect » de ces principes ;

**CONSIDERANT** que ce référent doit être désigné par l'organe délibérant de chaque collectivité et établissement public local ;

**CONSIDERANT** que le Centre de Gestion de Tarn-et-Garonne propose une mission d’assistance et de conseil permettant de prendre en charge l’ensemble des démarches afin de faciliter la mise en œuvre des obligations réglementaires.

**CONSIDERANT** que le Centre de Gestion de Tarn-et-Garonne propose aux collectivités et établissements publics locaux de son ressort géographique un référent déontologue des élus reconnu pour son expérience et ses compétences ;

**après en avoir délibéré,**

**- AUTORISE M**……….LE MAIRE / LE PRESIDENT à signer la convention d'adhésion au service "Réfèrent déontologue des élus locaux" proposée par le Centre de Gestion de Tarn et Garonne et à inscrire les dépenses afférentes au budget.;

- **DECIDE** de désigner en qualité de référent déontologue titulaire des élus de la collectivité / l'établissement, **Monsieur Claude BEAUFILS**, fonctionnaire retraité, Administrateur Général, ancien Magistrat de la Chambre Régionale des Comptes d’Occitanie;

- **DECIDE** quedans le cas où le référent déontologue titulaire se trouverait dans une situation de conflit d’intérêts faisant obstacle à ce qu’il traite la saisine d’un élu, il sera suppléé par **Madame Lucie CHAPUS-BERARD,** magistrate honoraire de l’ordre judiciaire, déontologue de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

* **FIXE** à 6 ans la durée d’exercice de leurs fonctions ;
* **FIXE** les modalités de sa saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles les avis sont rendus, les moyens matériels mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention d'adhésion jointe en annexe ;
* **ADOPTE** la charte de l’élu local telle que définie en annexe.

**ADOPTÉ** : à l’unanimité des membres présents

ou

à .................. voix pour

à .................. voix contre

à .................. abstention*(s)*

Fait à ……… le ……….,

LE MAIRE / LE PRESIDENT

**- Transmis au représentant de l’Etat le : …………………………..**

**- Publié le : ………………………………………………………………**